

REPUBLIQUE FRANÇAISE

DEPARTEMENT DE LOIR-ET-CHER

COMMUNE DE SELLES-SUR-CHER

Arrêté n° 2024 /9.1/050

ARRÊTÉ MUNICIPAL PORTANT OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

LE MAIRE DE SELLES SUR CHER

VU la demande d'arrêté en date du 11/03/2024 de l'entreprise COTARD David sise 86 rue de Selles à Chabris demandant l'autorisation d'installer un échafaudage et permettre le stationnement devant le bien sis 7 rue des Jeux cadastré AI n° 34 pour des travaux sur le territoire de la commune de SELLES-SUR-CHER.

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales ;

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L2213-6 ;

VU le Code Général des Propriétés des Personnes Publiques et notamment l'article L3111.1;

VU le Code de l'Urbanisme notamment ses articles L421-1 et suivants ;

VU le Code de la Voirie Routière ;

VU le Code de la Route notamment l'article L411-1

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté interministériel du 11 juin 2021 modifié et complété le 23 novembre 2021 en 1^{ère} et 8^{ème} parties;

VU l'état des lieux ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu de prendre toutes mesures utiles et rendues nécessaires afin de permettre la pose d'un échafaudage par l'entreprise COTARD David ;

CONSIDERANT que rien ne s'oppose à l'exécution de ces travaux sur le domaine public ;

CONSIDERANT que l'implantation de l'échafaudage ne causera aucune gêne à la circulation des véhicules à moteur ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 – Autorisation

L'entreprise COTARD David est autorisée à installer un échafaudage devant la façade du bien sis 7 rue des Jeux, à charge pour elle de se conformer aux dispositions des articles suivants.

Le stationnement sera interdit à cet endroit, à l'exception des véhicules du demandeur.

ARTICLE 2 - Durée et conditions de validité

L'autorisation est accordée à compter du lundi 18 mars 2024 jusqu'au vendredi 29 mars 2024 inclus.

La présente permission est délivrée à titre précaire et révocable. Dans la mesure où le projet devrait faire l'objet de modifications, une nouvelle demande devrait être formulée.

ARTICLE 3 – Prescriptions d'entretien

Les travaux effectués sont de l'entière responsabilité du permissionnaire.

L'entretien correspondant est de sa compétence et à sa charge. Il en assurera l'entretien constant.

REÇU EN PREFECTURE

Le 14/03/2024

Application agréée E-legalite.com

99_RP-041-214102426-20240314-2024_9_1_05

ARTICLE 4 – Sécurité et signalisation du chantier

Le permissionnaire sera chargé, de mettre en place la signalisation de protection du chantier et de restriction ainsi que la signalisation routière.

L'échafaudage devra être équipé d'un système d'éclairage durant la nuit et d'un filet afin d'éviter la projection d'éclats de matériaux sur la chaussée.

Le demandeur sera responsable :

→ Du maintien et du parfait entretien de la signalisation

→ De tout incident ou accident résultant directement ou indirectement du non-respect des prescriptions, objet du présent arrêté.

ARTICLE 5 - Recours

Conformément à l'article R 102 du code des tribunaux administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif d'ORLEANS dans un délai de deux mois, à compter de sa date de notification ou de publication.

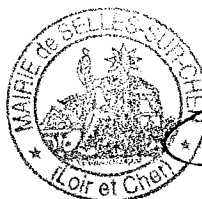
ARTICLE 6 – Diffusion

Le présent arrêté fera l'objet d'une publication et d'un affichage selon les règles en vigueur.

Madame le Maire est chargée de l'application du présent arrêté dont copie sera transmise à :
Monsieur le Commandant de la Gendarmerie de Selles sur Cher – 13 Avenue Cher Sologne à 41130 Selles-sur-Cher.
Police Municipale – 1, Place Charles de Gaulle à 41130 Selles-sur-Cher.
Madame la Directrice des Services Techniques – rue St Lazare à 41130 Selles-sur-Cher.
Entreprise COTARD David

Fait à SELLES-SUR-CHER,
Le 14 mars 2024

Le Maire
Stella COCHETON



Rendu exécutoire le : 14/03/2024

Notifié aux intéressés le : 14/03/2024

Date de publication sur le site internet de la ville : 14/03/2024

REÇU EN PREFECTURE

le 14/03/2024

Application agréée E-legalite.com

95_BR-041-214102426-20240314-2024_8_1_05